

Analyses : Enjeux géopolitiques

Politique d'abord (Avril 2020)

Charles Saint-Prot
Directeur général
de l'Observatoire d'études géopolitiques

La crise sanitaire due au Covid 19 marque le retour du politique. En effet, la logique libéralo-mondialiste – dont la frénésie européiste est une manifestation - qui prévalait jusqu'alors s'est écroulée au contact de la réalité. Les peuples ont compris que la mondialisation « heureuse » dont on nous rebat les oreilles, le libéralisme conçu comme une panacée et le fanatisme eurocratique sont des leurres et, surtout, des dangers majeurs. Voici que les peuples découvrent, enfin, que les délocalisations, l'ultralibéralisme, l'européisme sont des idéologies mortifères. Ils pressentent que la mondialisation est le véritable virus. C'est d'elle dont il faut se débarrasser.

Ce qui est en cause est la recherche du profit à tout prix et l'idée fausse que la modernité condamnerait en Occident la production industrielle au profit d'activités post-industrielles - les services, le tourisme... C'est surtout l'idéologie libérale source de tous les vices : mondialisation, européisme, propagande anti-Etat. Pourtant, rien n'est inéluctable. Au vu des crises sociales qui ravagent une partie du monde (notamment le vieux monde de l'Europe et des pourtours méditerranéens) on savait que les délocalisations entreprises par des sociétés sans foi ni loi (des fabricants de chaussettes aux fabricants d'aspirateurs ou d'ordinateurs, en passant par des produits stratégiques et les denrées pharmaceutiques) ont précipité le chômage et la misère des classes moyennes, en particulier dans les pays industrialisés. Voici le beau résultat de l'attitude adoptée par tous ceux qui n'ont que le profit pour idéologie et ont cherché par tous les moyens à faire fabriquer au plus bas prix. Ceux qui ont délocalisés devraient être jugés et punis.

On découvre maintenant que la mondialisation libérale, voulue par la finance anonyme et vagabonde, présente de graves risques pour la santé mondiale, notamment du fait que la Chine, un système totalitaire communiste, a imposé, par le mensonge et les menaces, des règles du jeu inacceptables : absence de normes, culture sanitaire déficiente, faible degré de pureté des médicaments, transfert de technologies criminels, etc.

A vrai dire depuis des lustres, nous vivons sous la domination du primat de l'économie, qui n'est ni une science ni un impératif catégorique. Le mythe libéral de l'économie d'abord est le pire fléau qui soit advenu en raison de la démission du politique. C'est le règne des économistes charlatans et vendeurs d'illusion. On revient maintenant à la réalité, à savoir que c'est l'État seul qui protège, l'État seul qui garantit les services publics, l'état seul qui peut faire face aux graves crises

Il est donc temps de réaffirmer le rôle indispensable de l'État-nation, tant décrié à la fois par les libéraux et les libertaires gauchistes depuis mai 1968. C'est naturellement vers l'État que se tournent les peuples en quête de protection. Vers l'État et non vers les GAFAs, Alibaba ou de misérables succédanés comme l'union européenne. Vers l'État pour forcer les entreprises à trouver des solutions de production locale. Vers l'État pour rétablir les frontières protectrices. Vers l'État pour privilégier l'impératif de sécurité sur le profit. Oui, l'épidémie du coronavirus remet les États au centre du jeu alors que les chantres de la mondialisation nous avaient annoncé leur disparition ! L'épidémie actuelle due au Covid 19, a au moins le mérite de rappeler le rôle indispensable du service public. Médecins hospitaliers, infirmiers, aides-soignants, pompiers, éboueurs, enseignants (qui, contrairement à ce qu'affirme Sibeth la bien nommée, continuent à travailler), autres agents publics sont désormais encensés par la population qui redécouvre leur rôle essentiel.

Aux yeux de beaucoup, il est clair que, loin de protéger les nations, l'union européenne a précipité leur abaissement parce que ses réalisations ne sont que le reflet de l'idéologie libérale dont elle est issue : la déréglementation ; la privatisation des missions de service public, y compris les plus régaliennes comme la sécurité confiée à des entreprises privées employant des personnels à la compétence douteuse ; la concurrence conçue comme un dogme sacro-saint. En pleine crise sanitaire, au nom du principe de libre concurrence, la commission de Bruxelles vient de sanctionner l'Italie dont l'Etat tente de secouer les hôtels les plus en difficultés,

La question n'est évidemment pas de transférer les pouvoirs de l'Etat à des entités dénuées de toute légitimité. Elle n'est pas d'avoir moins d'Etat mais mieux d'État ; c'est-à-dire un État plus fort et disposant de plus de moyens dans ses missions vitales de service public, de sécurité, de défense, de diplomatie, d'enseignement, de bâtisseur d'avenir, de planification des grandes étapes du redressement économique... Mais encore faut-il que l'Etat soit bien dirigé et fasse montre d'une autorité légitime réunissant le nécessaire consensus. Cela est impossible sous un régime soumis aux groupes d'intérêt (les lobbies), à la finance, aux brigues et aux calculs infâmes, aux caprices de l'élection. Un Etat prisonnier des échéances électorales, de plus en plus brèves et de plus en plus coûteuses.

Politique d'abord proclamait fort justement. Naturellement il s'agit du politique conçu par Jean Bodin, le droit gouvernement et non des chamailleries politiciennes. Il s'agit du politique dont la fin est de servir le bien commun qui est le seul absolu qui doit nous guider en dehors des impératifs spirituels qui sont d'un autre ordre. Il s'agit naturellement de la monarchie.